

Expert en protection des entreprises et intelligence économique

RNCP42702 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 7
Sigle	Autre — Autre certification professionnelle de droit
Code(s) NSF	344t
Formacode(s)	42881, 46342, 42863
Code(s) ROME	M1402, K2502, H1302
Type d'enregistrement	Enregistrement de droit
Date d'échéance	19/07/2031

Certificateur(s)

MINISTERE DE L' INTERIEUR ET DES OUTRE-MER · SIRET : 11001401600015<https://www.interieur.gouv.fr/Accueil>**SECRETARIAT GENERAL DU MINISTERE DE L'INTERIEUR (SG) · SIRET : 13001973000014**

Partenaires habilités

1 organisme habilité, d'après la liste publiée par France compétences : 1 à former et organiser l'évaluation.

Organisme	SIRET	Habilitation
SECRETARIAT GENERAL DU MINISTERE DE L'INTERIEUR (SG)	13001973000014	Former et organiser l'évaluation

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

Les enjeux de sécurité économique sont aujourd'hui au cœur des politiques publiques et des stratégies des organisations, dans un contexte marqué par la complexité, l'incertitude et la multiplication des risques et des actes de malveillance. Les entreprises, particulièrement exposées à ces menaces d'origine interne ou externe, doivent désormais s'appuyer sur une approche intégrée de la sécurité, de la sûreté et de l'intelligence économique afin de renforcer leur résilience et de protéger leurs activités stratégiques.

Dans ce contexte, la certification Expert en protection des entreprises et intelligence économique apporte les clés de compréhension nécessaires à l'analyse des situations à risque et au développement d'une démarche globale de prévention et de protection. Elle atteste que le certifié dispose des savoirs, savoirs-faire et savoirs-être indispensables à la conception, au déploiement et au pilotage de dispositifs adaptés aux enjeux contemporains de sécurité économique. La dimension « protection des entreprises », au cœur de cette certification professionnelle, constitue sa principale valeur ajoutée et répond aux besoins croissants des organisations en matière de maîtrise des risques.

ACTIVITÉS VISÉES

Au sein d'une entreprise, d'une entité publique, parapublique ou privée, l'expert en protection des entreprises et en intelligence économique est un acteur de la stratégie d'entreprise. A ce titre, il est en général placé auprès de la direction.

Il assure :

- en amont du risque, la mise en place d'une politique de prévention efficace, adaptée et conforme aux obligations légales et aux besoins de la structure ;

- de manière permanente, la conception et l'animation d'un dispositif visant à détecter les prémices de tout risque ou menace susceptible d'affecter l'entreprise et propose les parades correspondantes ;
- lorsque l'entreprise est confrontée au risque, la gestion de la crise et/ou la mise en œuvre du plan de continuité d'activité qu'il a en charge de concevoir et de coordonner.

Il occupe également sur l'ensemble de ces domaines une fonction de conseil auprès de la direction de la structure et agit en transverse

COMPÉTENCES ATTESTÉES

Diagnostiquer les besoins d'anticipation stratégique afin de hiérarchiser les enjeux critiques de l'organisation en mobilisant l'analyse environnementale multidimensionnelle, l'évaluation des risques stratégiques et les cadres de résilience organisationnelle

Structurer une cartographie stratégique numérique d'anticipation afin d'optimiser la production d'information à forte valeur décisionnelle en mobilisant une approche systémique des dépendances, des menaces (physiques et cybers) et des opportunités

Architecturer un schéma directeur d'anticipation informationnelle afin d'orienter durablement la gouvernance stratégique en mobilisant les principes de management du risque, de sécurité de l'information et de gouvernance organisationnelle

Piloter la performance stratégique du dispositif d'anticipation afin d'optimiser la création de valeur décisionnelle en mobilisant des indicateurs de maturité informationnelle et d'impact stratégique

Structurer le traitement stratégique de l'information afin de garantir une intelligence décisionnelle fiable et sécurisée en mobilisant des méthodes de qualification des sources, de gestion des risques informationnels et de conformité réglementaire lié à la transition numérique

Élaborer des analyses prospectives stratégiques afin d'anticiper les ruptures et d'éclairer les arbitrages de gouvernance en mobilisant la détection de signaux faibles, la scénarisation et l'évaluation d'impacts systémiques

Gouverner l'usage des technologies de veille et d'intelligence artificielle afin d'optimiser l'anticipation stratégique dans un cadre sécurisé en mobilisant les exigences de cybersécurité, de conformité RGPD et de régulation européenne de l'IA

Encadrer les pratiques informationnelles afin de garantir conformité, éthique et responsabilité stratégique en mobilisant les référentiels de gouvernance responsable et de protection des données

Reconfigurer la cartographie stratégique des actifs critiques d'une organisation afin de hiérarchiser les priorités de sécurisation au regard de la continuité et de la souveraineté économique.

Contextualiser les menaces et vulnérabilités (malveillantes ou environnementales) ciblant les actifs stratégiques afin d'orienter les priorités de protection en mobilisant l'analyse multi-risques et la modélisation des scénarios d'exposition.

Arbitrer les trajectoires de sécurisation des actifs critiques afin d'optimiser la résilience et la performance stratégique en mobilisant l'analyse coûts-risques et les cadres de gouvernance de la protection.

Diagnostiquer les vulnérabilités organisationnelles et les risques pesant sur les équipes ainsi que leurs interdépendances afin d'anticiper les fragilités systémiques en mobilisant une analyse globale des processus, ressources et chaînes de valeur.

Évaluer les scénarios de dégradation stratégique afin d'en hiérarchiser les impacts sur les actifs critiques en mobilisant des méthodes d'analyse prospective et d'évaluation des risques systémiques

Adapter la stratégie de protection afin de répondre à l'évolution structurelle des menaces en mobilisant une veille stratégique des risques émergents et des dynamiques géopolitiques.

Structurer la gouvernance de la protection des actifs afin d'aligner la politique de sûreté et de cybersécurité sur la stratégie globale en mobilisant les principes de gouvernance des risques.

Piloter la performance stratégique du dispositif de sûreté afin d'optimiser la résilience organisationnelle en mobilisant des indicateurs de performance et des tableaux de pilotage stratégique.

Conduire l'amélioration continue du dispositif de protection afin de renforcer sa robustesse en mobilisant les principes de continuité d'activité et d'audit stratégique.

Anticiper les risques juridiques stratégiques afin de sécuriser les dispositifs de protection en mobilisant la veille réglementaire et l'analyse d'impact normatif.

Aligner le dispositif de protection (sûreté-sécurité et cybersécurité) sur les standards internationaux afin d'en renforcer la robustesse et l'efficacité en mobilisant les référentiels normatifs applicables.

Intégrer les enjeux de durabilité et de souveraineté afin d'inscrire la protection des actifs dans une logique de responsabilité stratégique en mobilisant les cadres de performance durable et de responsabilité sociétale.

Diagnostiquer stratégiquement la nature d'une crise afin d'identifier les menaces prioritaires, les vulnérabilités des collaborateurs (notamment des personnes en situation d'handicap) et le niveau de résilience de l'organisation en mobilisant l'analyse multi-risques et les outils d'audit organisationnel

Définir et caractériser les risques et menaces par typologie afin d'évaluer leurs impacts sur les actifs critiques et les vulnérabilités organisationnelles en mobilisant l'analyse multi-risques et l'intégration des contextes interne, externe, institutionnel et réglementaire

Construire et formaliser des scénarios d'évolution de crise afin d'anticiper les dynamiques de risques (liés à la santé et la sécurité des équipes), d'opportunités et d'éclairer les arbitrages du directeur de crise en tant que conseiller stratégique direct, ou au sein d'une cellule d'anticipation stratégique mobilisant une analyse prospective

Identifier les signaux de bascule en crise et les structurer en information stratégique afin d'éclairer la gouvernance sur les failles, vulnérabilités et capacités de résilience de l'organisation en mobilisant l'analyse informationnelle

Élaborer des options d'arbitrage afin d'orienter les décisions stratégiques en mobilisant l'analyse coûts-risques

Anticiper les conséquences des décisions afin de sécuriser la trajectoire de crise en mobilisant l'analyse d'impacts

Mettre en œuvre une veille de crise afin de détecter les évolutions critiques en mobilisant des outils de monitoring stratégique

Analyser les jeux d'acteurs afin d'anticiper les stratégies d'influence en mobilisant la cartographie des parties prenantes

Détecter les dynamiques informationnelles afin de maîtriser les risques de déstabilisation en mobilisant l'analyse de contenus

Identifier les enjeux de communication afin de sécuriser la posture stratégique de l'organisation en mobilisant l'analyse réputationnelle et juridique

Contribuer à la cohérence des messages afin d'aligner communication et stratégie de crise en mobilisant l'analyse d'impact

Conduire un retour d'expérience afin d'identifier les causes systémiques en mobilisant des méthodes d'analyse de crise

Formuler des recommandations afin de renforcer durablement le dispositif de crise en réalisant une analyse du retour d'expérience de la crise

Analyser le positionnement stratégique et les dépendances structurelles afin de sécuriser les intérêts stratégiques en mobilisant l'analyse des vulnérabilités et des chaînes de valeur.

Modéliser les rapports de force et dynamiques d'influence afin d'optimiser les marges de manœuvre stratégique en mobilisant l'analyse géopolitique et concurrentielle.

Structurer des scénarios de développement stratégique à partir de données complexes afin d'anticiper les points de rupture en mobilisant l'analyse prospective

Évaluer la robustesse et la soutenabilité des options stratégiques afin de hiérarchiser les trajectoires les plus résilientes en mobilisant des cadres d'analyse systémique.

Élaborer des recommandations stratégiques sécurisées afin d'aligner performance et conformité RSE en mobilisant les cadres de gouvernance et d'analyse stratégique.

Formaliser une synthèse stratégique à destination de la gouvernance afin de soutenir la prise de décision en mobilisant des méthodes d'analyse et de diffusion adaptées.

Blocs de compétences

RNCP42702BC01 — Piloter et valoriser un dispositif d'anticipation informationnelle

LISTE DE COMPÉTENCES

Diagnostiquer les besoins d'anticipation stratégique afin de hiérarchiser les enjeux critiques de l'organisation en mobilisant l'analyse environnementale multidimensionnelle, l'évaluation des risques stratégiques et les cadres de résilience organisationnelle

Structurer une cartographie stratégique numérique d'anticipation afin d'optimiser la production d'information à forte valeur décisionnelle en mobilisant une approche systémique des dépendances, des menaces (physiques et cybers) et des opportunités

Architecturer un schéma directeur d'anticipation informationnelle afin d'orienter durablement la gouvernance stratégique en mobilisant les principes de management du risque, de sécurité de l'information et de gouvernance organisationnelle

Piloter la performance stratégique du dispositif d'anticipation afin d'optimiser la création de valeur décisionnelle en

mobilisant des indicateurs de maturité informationnelle et d'impact stratégique

Structurer le traitement stratégique de l'information afin de garantir une intelligence décisionnelle fiable et sécurisée en mobilisant des méthodes de qualification des sources, de gestion des risques informationnels et de conformité réglementaire lié à la transition numérique

Élaborer des analyses prospectives stratégiques afin d'anticiper les ruptures et d'éclairer les arbitrages de gouvernance en mobilisant la détection de signaux faibles, la scénarisation et l'évaluation d'impacts systémiques

Gouverner l'usage des technologies de veille et d'intelligence artificielle afin d'optimiser l'anticipation stratégique dans un cadre sécurisé en mobilisant les exigences de cybersécurité, de conformité RGPD et de régulation européenne de l'IA

Encadrer les pratiques informationnelles afin de garantir conformité, éthique et responsabilité stratégique, en mobilisant les référentiels de gouvernance responsable et de protection des données

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Mise en situation professionnelle individuelle reconstituée.

Le candidat est positionné en tant que responsable de l'anticipation stratégique et de la veille décisionnelle au sein d'une organisation confrontée à des enjeux complexes de transformation, de dépendances critiques et de risques émergents.

À partir d'un sujet stratégique défini, il réalise une cartographie numérique et heuristique d'anticipation stratégique destinée à structurer les axes de veille et à constituer le socle d'un futur dispositif de veille décisionnelle servant d'outil d'aide directe à la prise de décision stratégique et aux arbitrages de gouvernance.

RNCP42702BC02 — Piloter le dispositif stratégique de protection des actifs critiques et de cybersécurité de l'organisation

LISTE DE COMPÉTENCES

Reconfigurer la cartographie stratégique des actifs critiques d'une organisation afin de hiérarchiser les priorités de sécurisation au regard de la continuité et de la souveraineté économique.

Contextualiser les menaces et vulnérabilités (malveillantes ou environnementales) ciblant les actifs stratégiques afin d'orienter les priorités de protection en mobilisant l'analyse multi-risques et la modélisation des scénarios d'exposition.

Arbitrer les trajectoires de sécurisation des actifs critiques afin d'optimiser la résilience et la performance stratégique en mobilisant l'analyse coûts-risques et les cadres de gouvernance de la protection.

Diagnostiquer les vulnérabilités organisationnelles et les risques pesant sur les équipes ainsi que leurs interdépendances afin d'anticiper les fragilités systémiques en mobilisant une analyse globale des processus, ressources et chaînes de valeur.

Évaluer les scénarios de dégradation stratégique afin d'en hiérarchiser les impacts sur les actifs critiques en mobilisant des méthodes d'analyse prospective et d'évaluation des risques systémiques

Adapter la stratégie de protection afin de répondre à l'évolution structurelle des menaces en mobilisant une veille stratégique des risques émergents et des dynamiques géopolitiques.

Structurer la gouvernance de la protection des actifs afin d'aligner la politique de sûreté et de cybersécurité sur la stratégie globale en mobilisant les principes de gouvernance des risques.

Piloter la performance stratégique du dispositif de sûreté afin d'optimiser la résilience organisationnelle en mobilisant des indicateurs de performance et des tableaux de pilotage stratégique.

Conduire l'amélioration continue du dispositif de protection afin de renforcer sa robustesse en mobilisant les principes de continuité d'activité et d'audit stratégique.

Anticiper les risques juridiques stratégiques afin de sécuriser les dispositifs de protection en mobilisant la veille réglementaire et l'analyse d'impact normatif.

Aligner le dispositif de protection (sûreté-sécurité et cybersécurité) sur les standards internationaux afin d'en renforcer la robustesse et l'efficacité en mobilisant les référentiels normatifs applicables.

Intégrer les enjeux de durabilité et de souveraineté afin d'inscrire la protection des actifs dans une logique de responsabilité stratégique en mobilisant les cadres de performance durable et de responsabilité sociétale.

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Les candidats sont répartis en groupes de travail chargés de conduire une mission complète de diagnostic stratégique de protection des actifs critiques et de cybersécurité au sein d'une organisation réelle ou reconstituée.

Les travaux donnent lieu à :

- Un rapport stratégique structuré intégrant diagnostic des actifs, analyse des menaces, cartographie des risques, scénarios de sécurisation et propositions d'optimisation du dispositif de protection ;

- Une restitution orale stratégique devant un jury composé de membres de l'institut et de parties prenantes qualifiées, évaluant la pertinence des analyses, la robustesse méthodologique et la valeur décisionnelle des recommandations.

RNCP42702BC03 — Gérer et anticiper une situation de crise en tant qu'expert

LISTE DE COMPÉTENCES

Diagnostiquer stratégiquement la nature d'une crise afin d'identifier les menaces prioritaires, les vulnérabilités des collaborateurs (notamment des personnes en situation de handicap) et le niveau de résilience de l'organisation en mobilisant l'analyse multi-risques et les outils d'audit organisationnel

Définir et caractériser les risques et menaces par typologie afin d'évaluer leurs impacts sur les actifs critiques et les vulnérabilités organisationnelles en mobilisant l'analyse multi-risques et l'intégration des contextes interne, externe, institutionnel et réglementaire

Construire et formaliser des scénarios d'évolution de crise afin d'anticiper les dynamiques de risques (liés à la santé et la sécurité des équipes), d'opportunités et d'éclairer les arbitrages du directeur de crise en tant que conseiller stratégique direct, ou au sein d'une cellule d'anticipation stratégique mobilisant une analyse prospective

Identifier les signaux de bascule en crise et les structurer en information stratégique afin d'éclairer la gouvernance sur les failles, vulnérabilités et capacités de résilience de l'organisation en mobilisant l'analyse informationnelle

Élaborer des options d'arbitrage afin d'orienter les décisions stratégiques en mobilisant l'analyse coûts-risques

Anticiper les conséquences des décisions afin de sécuriser la trajectoire de crise en mobilisant l'analyse d'impacts

Mettre en œuvre une veille de crise afin de détecter les évolutions critiques en mobilisant des outils de monitoring stratégique

Analyser les jeux d'acteurs afin d'anticiper les stratégies d'influence en mobilisant la cartographie des parties prenantes

Détecter les dynamiques informationnelles afin de maîtriser les risques de déstabilisation en mobilisant l'analyse de contenus

Identifier les enjeux de communication afin de sécuriser la posture stratégique de l'organisation en mobilisant l'analyse réputationnelle et juridique

Contribuer à la cohérence des messages afin d'aligner communication et stratégie de crise en mobilisant l'analyse d'impact

Conduire un retour d'expérience afin d'identifier les causes systémiques en mobilisant des méthodes d'analyse de crise

Formuler des recommandations afin de renforcer durablement le dispositif de crise en réalisant une analyse du retour d'expérience de la crise

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Mise en situation professionnelle reconstituée.

Chacun des candidats est positionné, au cours de l'évaluation, en tant que pilote de la cellule de crise et en tant que conseiller stratégique en intelligence économique lors d'un exercice individuel de gestion de crise.

Les candidats sont placés dans un scénario de crise complexe simulant un incident grave et imprévu affectant les intérêts stratégiques de l'organisation.

L'exercice mobilise successivement l'analyse des risques et l'analyse organisationnelle de crise afin de diagnostiquer la situation, d'identifier les vulnérabilités et d'évaluer les impacts stratégiques

RNCP42702BC04 — Élaborer une analyse stratégique de gouvernance orientée décision et sécurisation des intérêts stratégiques de l'organisation

LISTE DE COMPÉTENCES

Analyser le positionnement stratégique et les dépendances structurelles afin de sécuriser les intérêts stratégiques en mobilisant l'analyse des vulnérabilités et des chaînes de valeur.

Modéliser les rapports de force et dynamiques d'influence afin d'optimiser les marges de manœuvre stratégique en mobilisant l'analyse géopolitique et concurrentielle.

Structurer des scénarios de développement stratégique à partir de données complexes afin d'anticiper les points de rupture en mobilisant l'analyse prospective

Évaluer la robustesse et la soutenabilité des options stratégiques afin de hiérarchiser les trajectoires les plus résilientes en mobilisant des cadres d'analyse systémique.

Élaborer des recommandations stratégiques sécurisées afin d'aligner performance et conformité RSE en mobilisant les cadres de gouvernance et d'analyse stratégique.

Formaliser une synthèse stratégique à destination de la gouvernance afin de soutenir la prise de décision en

mobilisant des méthodes d'analyse et de diffusion adaptées.

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Les experts sont répartis en plusieurs groupes de diagnostic et de stratégies (GDS) chargés de conduire une analyse stratégique approfondie portant sur une problématique réelle présentant des enjeux de sécurité économique et de gouvernance.

Chaque groupe élabore un rapport stratégique structuré intégrant un diagnostic global, des scénarios de trajectoire et des préconisations opérationnelles.

Le rapport fait l'objet d'une restitution orale collective devant des parties prenantes qualifiées, les membres du département et les experts de la session, permettant d'évaluer la pertinence stratégique des analyses et recommandations.

Chaque expert présente individuellement une synthèse stratégique du travail collectif, explicite ses responsabilités et ses contributions, justifie et défend ses analyses et recommandations devant une gouvernance simulée ou réelle, et assume les implications stratégiques ainsi que les risques résiduels associés aux arbitrages proposés, dans une logique d'aide à la décision et d'intelligence économique.

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

L'expert en protection des entreprises et en intelligence économique exerce au sein de grandes entreprises ou de groupes d'entreprises. Il peut également exercer au profit de PME et de TPE au titre de consultant indépendant.

Les fonctions correspondantes au titre peuvent également s'exercer dans le cadre de structures publiques, parapubliques ou au sein d'organisation du secteur privé

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

Directeur sécurité.

Directeur sécurité - sûreté.

Directeur ou responsable de la gestion des risques.

Chargé de mission protection des entreprises et/ou intelligence économique

Conseil en protection des entreprises et en intelligence économique

Liste non exhaustive

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Élevée (4/5) Moyenne pondérée par l'emploi ; les familles ci-dessous s'échelonnent de 3 à 5 sur 5.
Facteurs principaux	Manque de main-d'œuvre disponible
Salaire médian (mensuel)	2 629 €
Familles professionnelles (FAP)	G1X70 — Techniciens et agents de maîtrise en intervention technique en Hygiène Sécurité Environnement -HSE industriel et protection du patrimoine naturel · tension 5/5 (Très élevée) H1X91 — Ingénieurs et cadres techniques en Hygiène Sécurité Environnement -HSE- industriels et exploitation éco-industriel · tension 3/5 (Modérée) L4X80 — Techniciens des services administratifs · tension 4/5 (Élevée) L5X90 — Cadres administratifs, comptables et financiers (hors juristes) · tension 3/5 (Modérée) T3X61 — Agents de sécurité et de surveillance · tension 4/5 (Élevée)
Projets de recrutement (BMO 2026)	42 034
Jugés difficiles à recruter	41 %

Emplois saisonniers 16 %

Familles professionnelles (FAP)

G1X70 — Techniciens et agents de maîtrise en intervention technique en Hygiène Sécurité Environnement -HSE industriel et protection du patrimoine naturel
H1X91 — Ingénieurs et cadres techniques en Hygiène Sécurité Environnement -HSE- industriels et exploitation éco-industriel
L4X80 — Techniciens des services administratifs
L5X90 — Cadres administratifs, comptables et financiers (hors juristes)
T3X61 — Agents de sécurité et de surveillance

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS

Formation continue, VAE

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION

La formation certifiante est ouverte à toute personne justifiant d'une expérience professionnelle (exercice d'une activité professionnelle, salariée, non salariée ou bénévole) d'une durée totale cumulée de trois ans dans les métiers de la sécurité, de la sûreté et de l'intelligence économique.

Le recrutement des candidats s'effectue en deux temps : une présélection sur dossier et un entretien individuel devant un jury de sélection.

COMPOSITION DU JURY — FORMATION CONTINUE

50% des membres représentant le ministère certificateur

50% des membres externes au ministère certificateur

Le jury est composé d'au moins une personne qualifiée au titre de la certification visée.

Les membres du jury désignent un président ou un responsable de jury. Il a voix prépondérante, en cas de partage des voix.

COMPOSITION DU JURY — VAE

50% des membres représentant le ministère certificateur

50% des membres externes au ministère certificateur

Le jury est composé dans le respect des principes d'impartialité, de compétence et de représentativité du champ professionnel, selon un principe d'équilibre garantissant indépendance et pluralité des regards. Il comprend notamment :

- Le Directeur de l'IHEMI ou son représentant, qui en assure la présidence ;
- Le Chef du département Intelligence et sécurité économiques ;
- Le référent pédagogique de la certification, en charge du suivi académique et de la cohérence avec le référentiel ;
- Un professionnel, cadre A, exerçant des fonctions de direction stratégique (sûreté, risques, conformité, sécurité économique ou résilience) ;
- Un représentant d'employeur occupant des responsabilités de gouvernance ;
- Un représentant des salariés ou un cadre exerçant des responsabilités stratégiques dans le champ concerné.

Le jury est composé d'au moins une personne qualifiée au titre de la certification visée.

Les membres du jury désignent un président ou un responsable de jury. Il a voix prépondérante, en cas de partage des voix.

Base légale

Date d'échéance de l'enregistrement 19/07/2031

Statistiques

Année	Certifiés	Dont VAE	Insertion 6 mois	Métier 2 ans
2025	39	—	99 %	—

2024	33	—	99 %	—
2023	39	—	100 %	100 %

Liens avec d'autres certifications

ANCIENNES VERSIONS

RNCP37757

CORRESPONDANCES (PAR BLOCS)

RNCP37757

Pour plus d'informations

LIEN VERS LE DESCRIPTIF

<https://www.ihemi.fr/formations/session-nationale-protection-des-entreprises-et-intelligence-economique>

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/42702/>

Où se former

Formations référencées	1
Organismes	1
Régions couvertes	1
Prix indicatif	10 000 €
Durée	273 h

Offre de formation — MonCompteFormation (Caisse des Dépôts), licence ouverte.

Demande CPF — formations engagées

Dossiers CPF engagés	1
Montant total engagé	10 000 €
Coût moyen par dossier	10 000 €
Durée moyenne	273 h
Période	08/2026
France compétences	50 %
Entreprise	50 %

Formations engagées via le CPF — Caisse des Dépôts (open data), tous organismes confondus.